

MEDEF Actu-Eco - n° 316

Direction des études économiques

Semaine du 19 au 23 février 2018



SOMMAIRE

FRANCE

1. **Défaillances d'entreprises en décembre 2017** : 54 470 en cumul sur douze mois (-6,0% sur un an)
2. **Crédits nouveaux au secteur privé en décembre 2017** : +11,6% en cumul sur un an (+17,9% pour les entreprises, +6,5% pour les ménages)
3. **Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en janvier 2018** : demande et conditions d'octroi inchangées pour les entreprises, baisse marquée de la demande de crédits habitats de la part des ménages
4. **Climat des affaires en février 2018** : nouveau fléchissement de l'indicateur toujours proche de son plus haut de janvier 2008, passage de l'indice de retournement en zone d'incertitudes

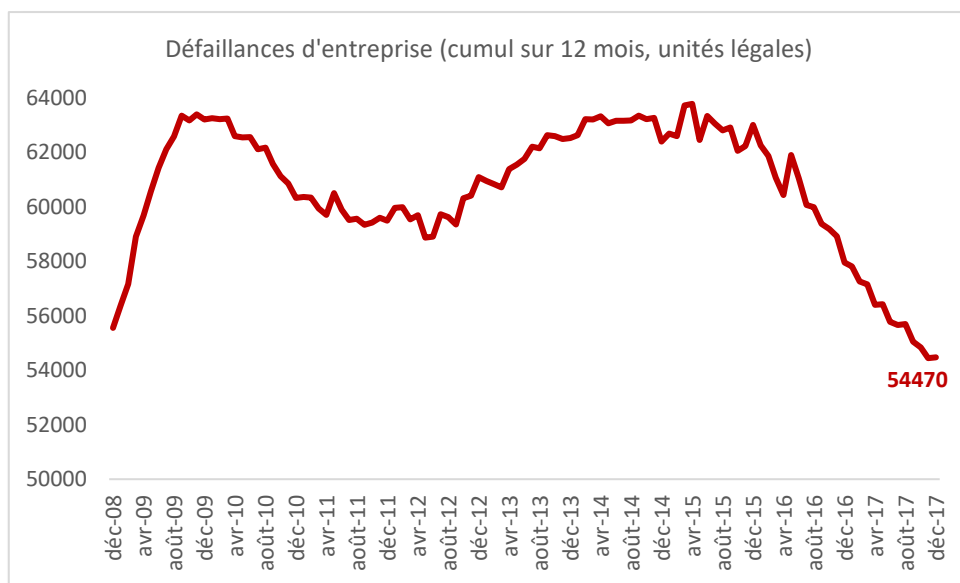
INTERNATIONAL

5. **Climat des affaires allemand en février 2018** : orientation moins favorable, nette dégradation des perspectives à six mois
6. **Tendance récente des marchés** : stabilisation des taux souverains, remontée de la bourse de Paris, baisse de l'euro et légère remontée du pétrole

1. Défaillances d'entreprises en décembre 2017 : 54 470 en cumul sur douze mois (-6,0 % sur un an)

* Selon les estimations de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se seraient établies à 54 470 unités légales en décembre 2017**, en cumul sur un an. Il s'agit toujours de niveau les plus bas depuis octobre 2008. **Elles**

s'inscriraient en repli de -6,0% par rapport à décembre 2016 (toujours en cumul sur douze mois), rythme de baisse inférieur à celui du mois précédent (- 7,6%). Il s'agit du **vingtième quatrième mois consécutif de baisse** des défaillances d'entreprises.



Source : Banque de France

* Par taille d'entreprise les défaillances des **PME** auraient reculé de -6,0% entre décembre 2016 et décembre 2017 (cumul sur douze mois). La baisse la plus forte aurait concerné les *moyennes entreprises* (- 14,8%) qui ne constituent que 0,5% du total des défaillances. Les défaillances des *très petites entreprises* (3,0% du total des défaillances) se seraient également repliées (-9,0%). En revanche, les

défaillances des *petites entreprises* auraient augmenté (+10,0%). **Les défaillances des microentreprises, qui représentent 94,8% du total des défaillances, auraient reculé de -6,1% sur un an.**

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** auraient augmenté de +60,7% en décembre, tout en ne représentant que 0,1% du total.

Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	Novembre 2017	Décembre 2017	Dec 17 / Dec 16 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :	54 402	54 425	-6,0	99,9
Microentreprises et taille indéterminée	51 526	51 565	-6,1	94,7
Très petites entreprises	1 710	1 683	-9,0	3,1
Petites entreprises	885	894	+10,0	1,6
Moyennes entreprises	281	283	-14,8	0,5
ETI et Grandes entreprises	43	45	+60,7	0,1
Total	54 445	54 470	-6,0	100

Source : Banque de France

* Cette baisse des défaillances cumulées sur un an se retrouverait dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'agriculture (+5,4% sur un an) et du transport et entreposage (+4,7%). L'ampleur du recul serait très variable : -17,1% dans les activités

immobilières ; -11,7% dans la construction (plus d'une défaillance sur cinq) ; - 7,8% dans le secteur du soutien aux entreprises ; -5,9% dans les activités financières et d'assurance ; - 5,4% dans l'hébergement-restauration.

Défaillances d'entreprises pour certains secteurs d'activité (cumul sur 12 mois)

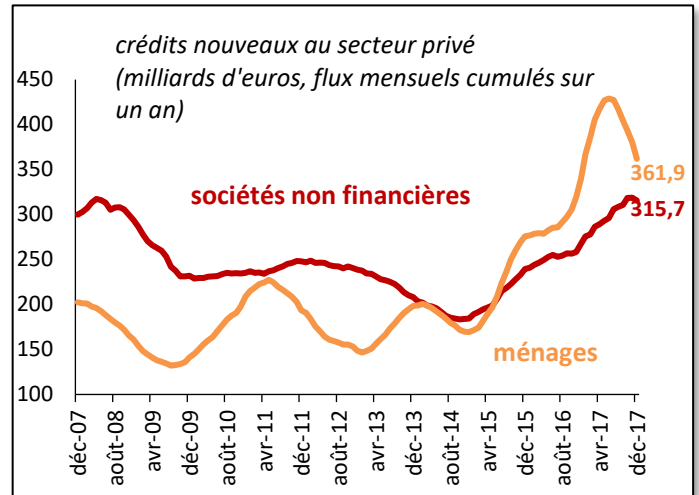
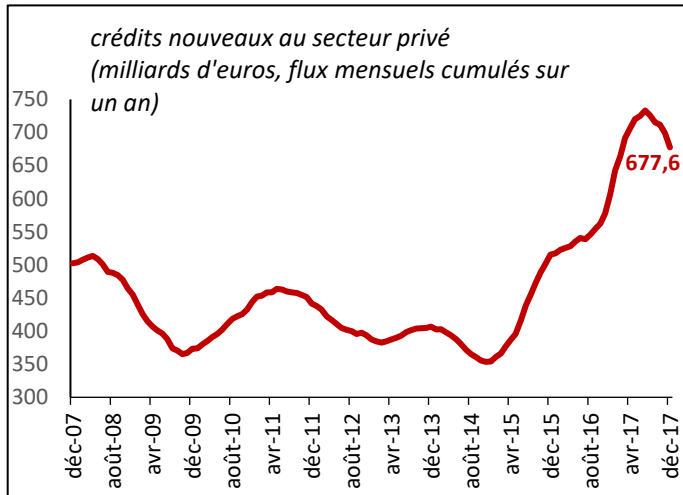
<i>Unités légales</i>	Novembre 2017	Décembre 2017	Dec 17 / Dec 16 (%)	Part dans total (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	1 499	1 511	+5,4	2,8
Industrie	3 917	3 889	-3,7	7,1
Construction	12 103	12 086	-11,7	22,2
Commerce et réparation automobile	12 003	12 017	-3,7	22,1
Transports et entreposage	1 773	1 832	+4,7	3,4
Hébergement et restauration	7 295	7 304	-5,4	13,4
Information et communication	1 374	1 378	-2,1	2,5
Activités financières et d'assurance	1 061	1 061	-5,9	1,9
Activités immobilières	1 772	1 763	-17,1	3,2
Soutien aux entreprises	5 735	5 750	-7,9	10,6
Enseignement, santé humaine, action sociale	5 418	5 382	-2,6	9,9
Total	54 445	54 470	-6,0	100

Source : Banque de France

2. Crédits nouveaux au secteur privé en décembre 2017 : +11,6% en cumul sur un an (+17,9% pour les entreprises, +6,5% pour les ménages)

* **Les crédits nouveaux au secteur privé** (flux mensuels cumulés sur un an) **ont ralenti en décembre 2017** (accroissement de +11,6% sur un an après +21,0% en novembre), pour atteindre 677,6 milliards d'euros.

Cette hausse est sans doute à relier au niveau toujours bas des taux d'intérêt, qu'il s'agisse des sociétés non financières ou des ménages, dans un contexte d'amélioration progressive de l'environnement économique.

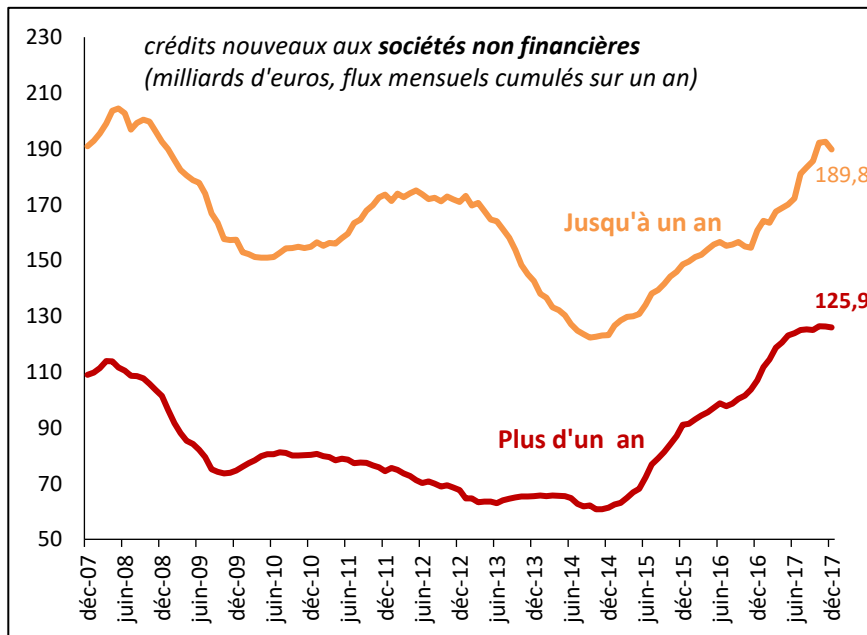


Source : Banque de France

* Les **crédits nouveaux aux sociétés non financières**, toujours en cumul sur douze mois, ont augmenté de **+17,9%** entre décembre 2016 et décembre 2017, hausse moins soutenue que le mois précédent (+23,4%). La production nouvelle de crédits a atteint 315,7 milliards d'euros et demeure sur des niveaux historiquement **depuis juin 2006**.

Les **crédits nouveaux à plus d'un an**, c'est-à-dire pour une bonne part ceux destinés à financer les projets d'investissement, ont progressé de +17,7% et représentent 40,0% des crédits accordés par les banques aux sociétés non financières.

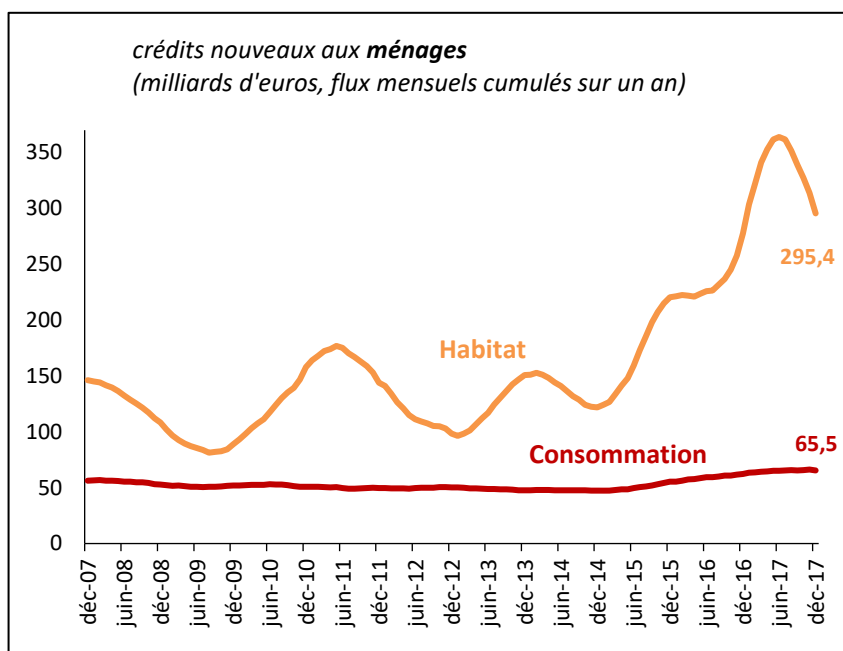
S'agissant du montant des **crédits jusqu'à un an**, il s'est accru de +18,1% pour atteindre 189,8 milliards d'euros, un plus haut depuis décembre 2008.



Source : Banque de France

* Les **crédits nouveaux aux ménages** ont également ralenti sur la période observée (+6,5% après +19,0%). La production nouvelle de **crédits à**

l'habitat a augmenté de +6,4% (81,6% du total des crédits accordés aux ménages) et celle des **crédits à la consommation** de +5,4%.



Source : Banque de France

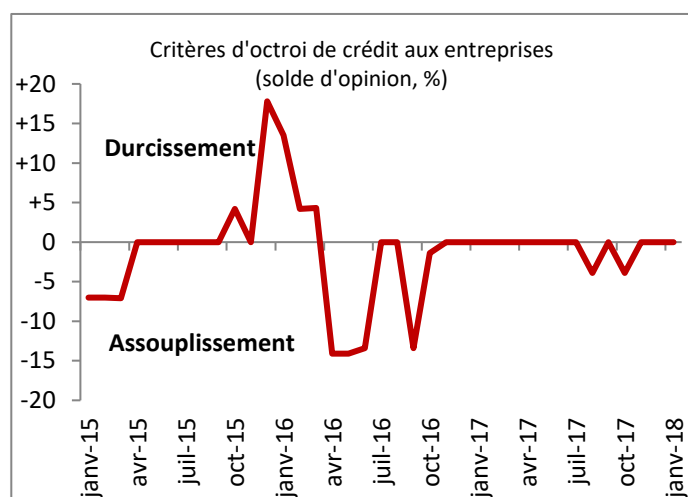
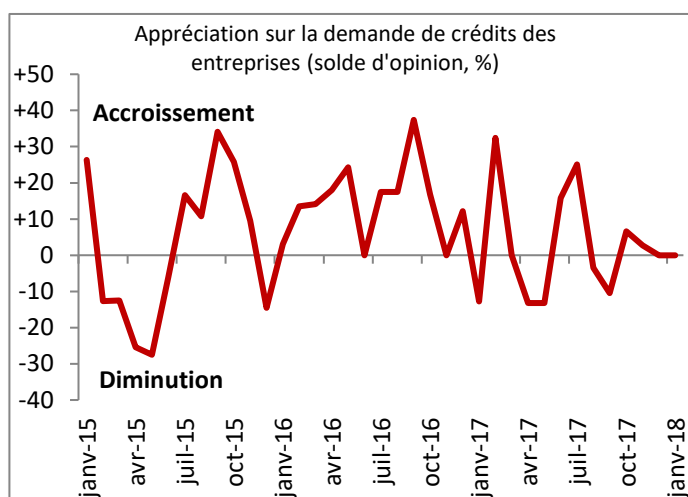
3. Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en janvier 2018 : demande et conditions d'octroi inchangées pour les entreprises, baisse marquée de la demande de crédits habitat de la part des ménages

* La dernière enquête mensuelle de la Banque de France auprès des établissements de crédits suggère **une stabilité de la demande de crédits des entreprises en janvier 2018**, comme en décembre.

Toutes les banques interrogées ont indiqué que la demande de crédits des PME est restée inchangée

(comme en décembre), tout comme celle des grandes entreprises (contrairement à décembre où 5% des banques interrogées avaient indiqué une hausse de leur demande).

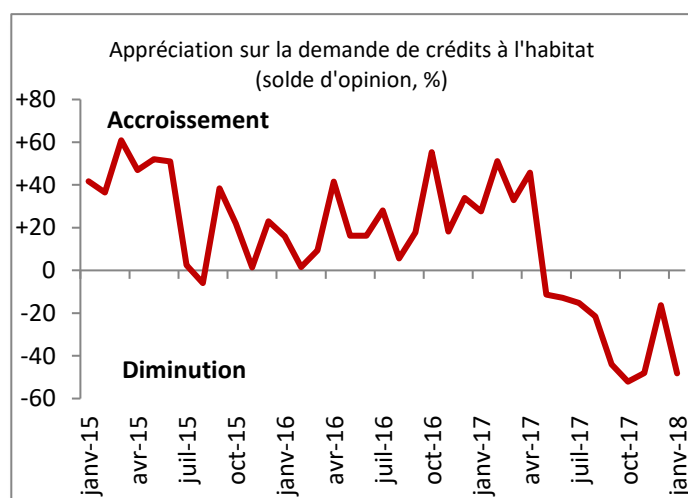
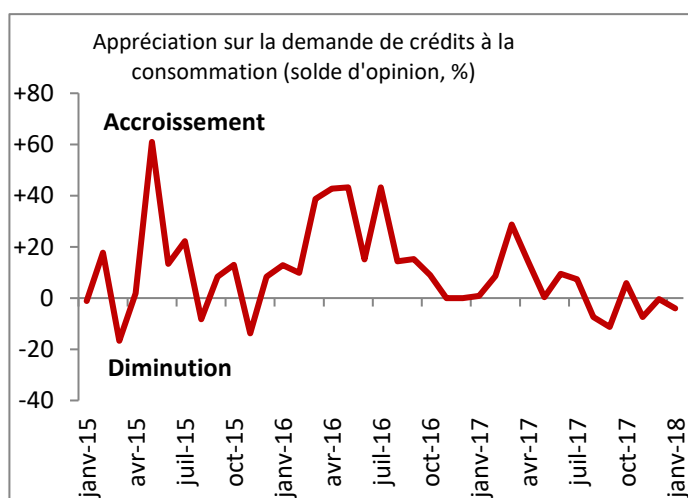
Simultanément, **l'ensemble des établissements de crédits interrogés ont indiqué une stabilité des conditions d'octroi** pour le troisième mois consécutif.



Source : Banque de France

* S'agissant des ménages, **la demande de crédits à la consommation** a été perçue en baisse par 4% des banques interrogées. La perception de **la demande de crédits à l'habitat** a continué d'être négative (pour quasiment un établissement bancaire interrogé sur deux) pour le neuvième mois consécutif après avoir été positive durant vingt mois successifs (septembre 2015-avril 2017).

Les conditions d'octroi de crédits aux ménages sont restées stables pour les crédits à la consommation (vingt-cinquième mois consécutif) et se sont légèrement assouplies pour les crédits à l'habitat, comme lors des quatre derniers mois.

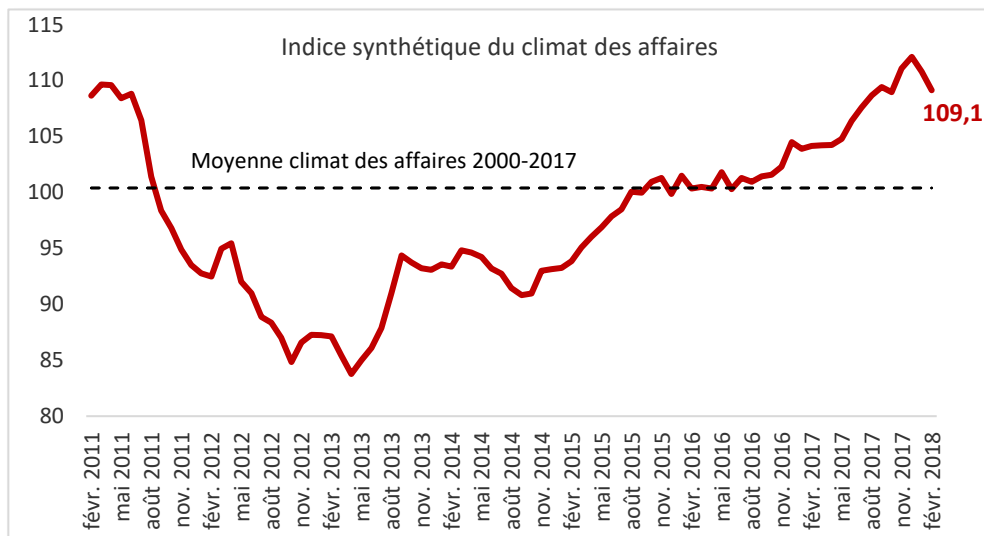


Source : Banque de France

4. Climat des affaires en février 2018 : nouveau fléchissement de l'indicateur toujours proche de son plus haut de janvier 2008, passage de l'indice de retournement en zone d'incertitudes

* Selon les dernières enquêtes de conjoncture de l'INSEE, **le climat des affaires en France a continué de fléchir en février**. L'indice qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, a diminué de -1,6 point par rapport à janvier (après déjà -1,3 le mois précédent) pour s'établir à 109,1. **Le climat des affaires demeure toutefois « à un niveau élevé », proche de ceux de janvier 2008.**

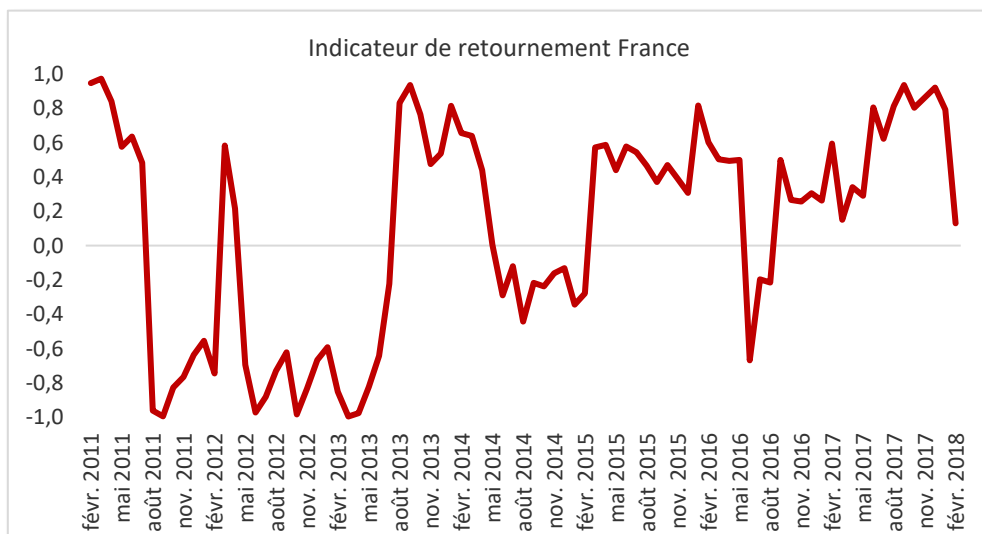
L'indicateur du climat de l'emploi s'est amélioré pour le deuxième mois consécutif (+0,7 point après +0,4 en janvier), du fait de « la hausse des soldes d'opinion sur les effectifs passés dans les services hors intérim et les effectifs prévus dans les agences d'intérim ». **Cet indicateur s'établit à un plus haut depuis août 2011.**



Source : INSEE

* **L'indicateur de retournement** pour l'ensemble de l'économie est passé pour la première fois depuis avril 2017 dans « la zone d'incertitude conjoncturelle » (0,1 après 0,8 en janvier). Compris

entre -1 et +1, cet indicateur permet d'apprécier le caractère favorable (proche de +1) ou défavorable (proche de -1) de la conjoncture française ainsi que les zones d'incertitudes (bornes - 0,3 et +0,3).



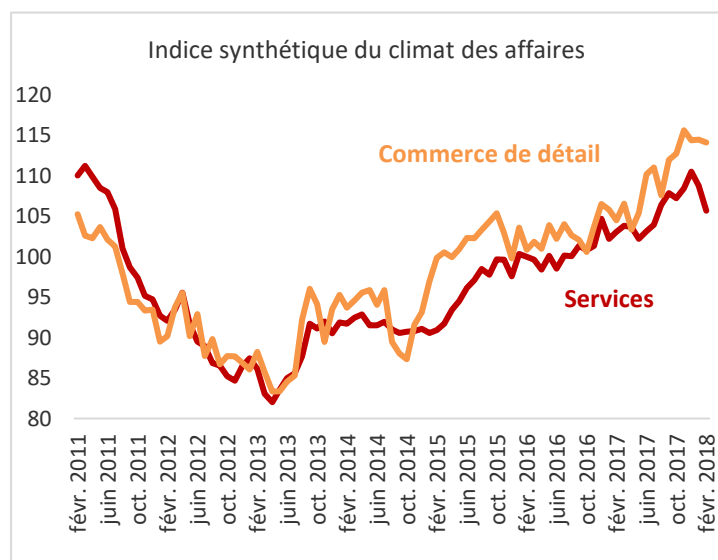
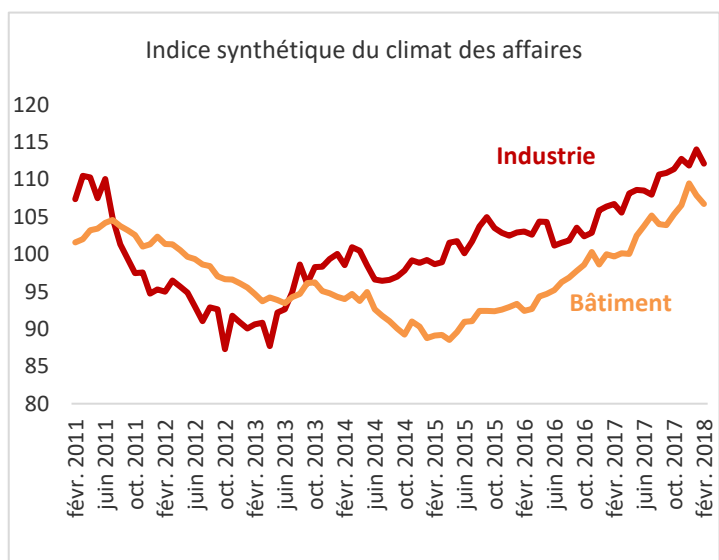
Source : INSEE

* La dégradation du climat des affaires en février a concerné l'ensemble des secteurs d'activités couverts par l'enquête :

- **après avoir atteint un plus haut de dix-sept ans en janvier, le climat conjoncturel s'est dégradé dans l'industrie manufacturière** (-1,9 point) tout en restant nettement au-dessus de sa moyenne de long terme. Le solde d'opinion des industriels sur leurs *perspectives personnelles de production* a reculé (-4,0 points) de même que celui sur les *perspectives générales du secteur* (-4,0 points) après avoir atteint le mois dernier un plus haut depuis juillet 2000. Leur opinion a également été plus tempérée s'agissant de leur *production passée*. Les soldes sur les carnets de *commandes étrangers et globaux* sont restés stables à un niveau très élevé. Par sous-secteurs, le climat s'est dégradé dans l'industrie des **produits informatiques, électroniques et optiques** (-3,0 points), celle des **machines et équipements** (-2,0 points), celle de la **chimie** (-3,0 points) et celle du **textile-habillement-cuir** (-1,0 point) ;
- l'indice du climat des affaires dans **les services** s'est replié pour le deuxième mois consécutif (-3,1 points après -1,8 en janvier). Cette nouvelle dégradation trouve son origine dans le moindre optimisme sur les *perspectives d'activité* (baisse du solde d'opinion de -4,0 points, après déjà -6,0 points en janvier, pour l'*activité à venir* et de -5,0 points pour l'*activité passée*) et sur la *demande*

prévue (-4,0 points). Par sous-secteurs, le climat s'est détérioré dans l'**information-communication** (-3,0 points), dans les **activités scientifiques et techniques** (-3,0 points), dans les **services administratifs et de soutien** (-3,0 points) et dans l'**hébergement et restauration** (-1,0 point) ;

- dans **l'industrie du bâtiment**, le climat des affaires s'est de nouveau « *altéré* », l'indicateur le synthétisant ayant reculé pour le deuxième mois consécutif (-1,1 point). Les entrepreneurs interrogés ont indiqué pour le troisième mois consécutif anticiper un ralentissement d'*activité à venir* (repli du solde d'opinion correspondant de -3,0 points). Leur jugement sur les *carnets de commandes* a été moins bien orienté (-3,0 points) engendrant des *perspectives d'emploi* moins favorables (baisse du solde d'opinion sur les *effectifs prévus* de -7,0 points) ;
- dans **le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobile**, l'indice du climat des affaires s'est légèrement replié (-0,4 point) tout en restant à des niveaux exceptionnellement élevés depuis la mi-2007. Le solde relatif aux *intentions de commandes* s'est replié de -3,0 points et les *perspectives générales d'activité du secteur* se sont effritées (-1,0 point).

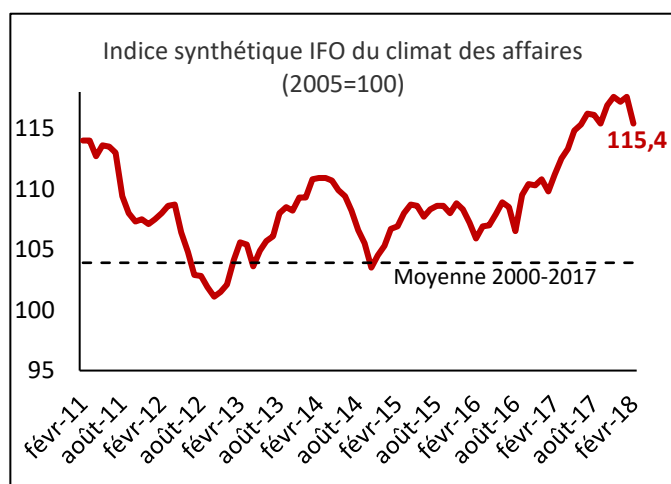


Source : INSEE

5. Climat des affaires allemand en février 2018 : orientation moins favorable, nette dégradation des perspectives à six mois

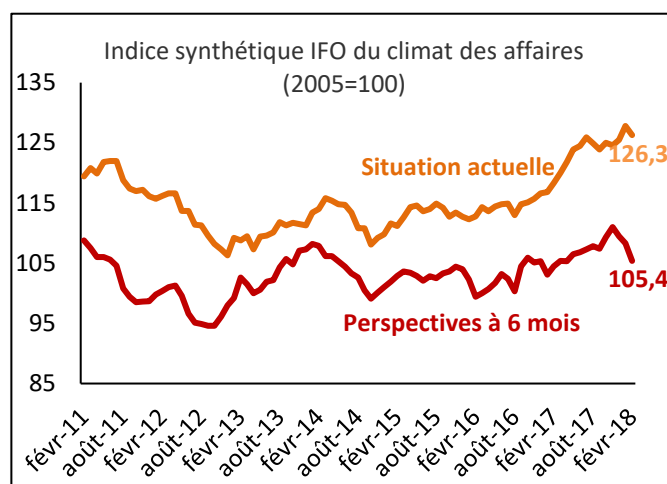
* Le climat des affaires dans la construction, l'industrie et le commerce en Allemagne s'est « *franchement dégradé* » en février 2018. L'indicateur synthétique Ifo, calculé à partir d'un échantillon d'environ 7 000 entreprises, a en effet diminué de -2,2 points pour s'établir à 115,4, **après avoir atteint un record historique en janvier**.

Cette diminution s'explique par celle de **la perception des entreprises de leur situation actuelle**



(baisse de l'indice de -1,5 point à 126,3 soit un niveau proche du record historique atteint le mois dernier), ainsi que par celle **de leurs anticipations d'activité à six mois**, « *après une période d'euphorie récente* » (- 2,9 points).

Selon l'institut Ifo, les données issues des enquêtes suggèrent **une croissance de +0,7% au premier trimestre 2018**.



Source : Ifo

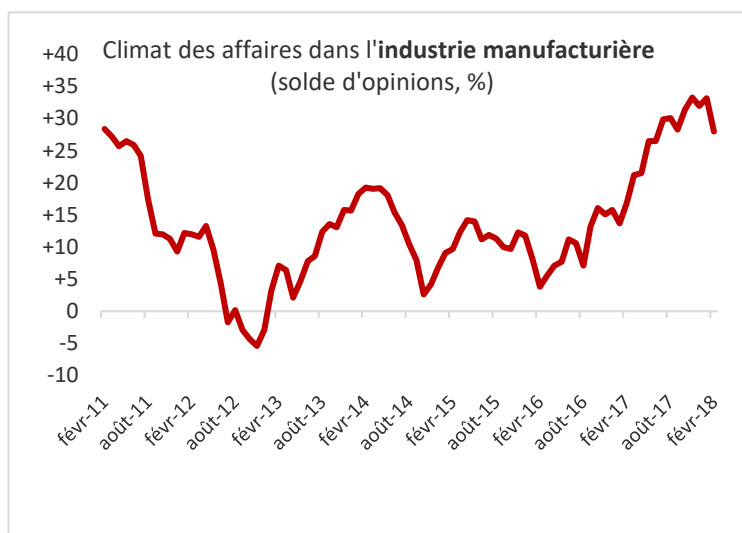
* Cette moins bonne orientation du climat a concerné l'ensemble des secteurs couverts par l'enquête :

- **après avoir atteint un record historique en janvier, l'indice du climat a nettement reculé dans le secteur manufacturier** (-5,2 points). La perception des manufacturiers de leur situation actuelle et de leurs perspectives d'activité à six mois a diminué en raison d'une « *demande un peu plus faible* » et « *de carnets de commandes moins garnis* » ;
- dans le **commerce de gros**, l'indice a diminué de - 2,9 points sous l'effet conjugué d'une baisse de la perception par les entreprises de leur situation actuelle et de leurs anticipations ;
- dans le **commerce de détail**, le retrait de l'indice a également été marqué (-4,2 points), là aussi du fait de la moins bonne perception par les entreprises de leur situation actuelle et de leurs anticipations ;
- dans la **construction**, l'indice s'est légèrement replié relativement aux autres secteurs (-1,8 point) en raison essentiellement de la composante « *anticipations* ». S'agissant de la perception que

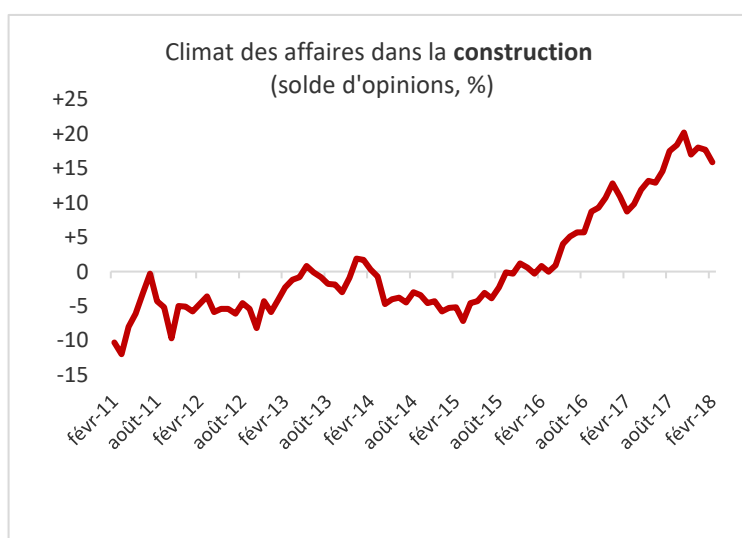
les entrepreneurs ont de la situation actuelle, elle est demeurée bien orientée atteignant même un nouveau record historique.

*

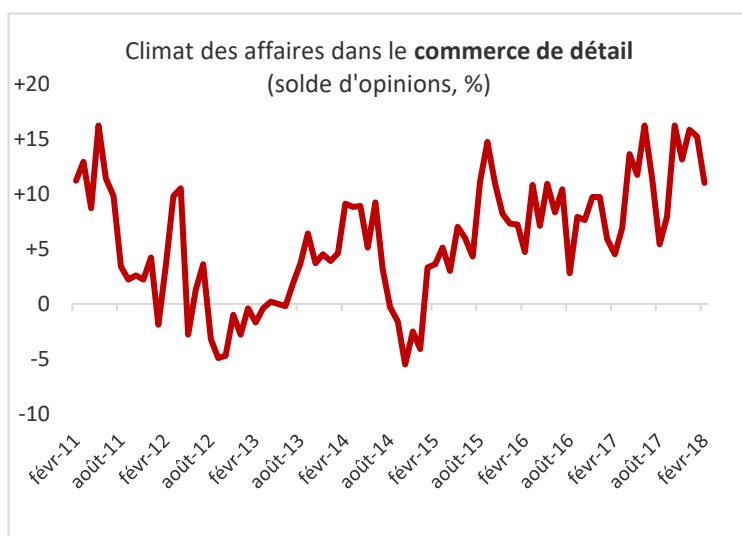
Le caractère légèrement moins favorable du climat des affaires allemand suggéré par l'enquête Ifo est globalement confirmé par la première estimation des indices PMI de Markit Economics de février. Dans le **secteur manufacturier**, l'expansion de l'activité se serait modérée tout en demeurant à un niveau élevé (PMI à 60,3, un plus bas de six mois, après 61,1 en janvier). Dans les **services**, le rythme d'expansion aurait également ralenti (55,3, un plus bas de trois mois, après 57,3 le mois dernier). Selon Markit, « *la croissance de l'activité du secteur privé allemand demeure robuste malgré le ralentissement observé en février* ». Par ailleurs, ajoute Markit, « *le rythme de croissance de la plus grande économie de la zone euro au premier trimestre 2018 devrait être supérieur à celui atteint au quatrième trimestre 2017 (+0,6%)* ». **La prévision de croissance allemande formulée par Markit est même supérieure à celle de l'Institut Ifo (respectivement +0,9% contre +0,7%) pour les trois premiers mois de l'année.**



Source : Ifo



Source : Ifo



Source : Ifo



7. Tendance récente des marchés : stabilisation des taux souverains, remontée de la bourse de Paris, baisse de l'euro et légère remontée du pétrole

